

HOOFDSTUK IV. — *Controle, sancties en beroep*

Art. 15. De Administratie controleert of de hobbyistenverenigingen over bevoegde opleiders beschikt om de opleidingen tot een goed einde te brengen.

De Administratie zorgt voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de dossiers, met inbegrip van de vaststelling van de onrechtmatige betalingen.

Art. 16. Wanneer de federatie of hobbyistenvereniging de verplichtingen bedoeld in het Wetboek of in dit besluit niet naleeft, wordt het deel van de haar verschuldigde toelage bedoeld in artikel 4, verminderd naar verhouding van de ernst van de niet-naleving van die verplichtingen en van de financiële gevolgen van de onregelmatigheid.

De Minister kan de berekeningswijze van de vermindering bedoeld in het eerste lid bepalen.

Art. 17. De federatie of de vereniging beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over dertig dagen na de verzending van elke bezwarende beslissing om haar bezwaren aan de Administratie mee te delen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee, wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 20. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201390]

31 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.103, D.109, D.110, D.113 et D.114;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 2017 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu le rapport du 21 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. En exécution de l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage, dénommé ci-après "l'arrêté du Gouvernement wallon", les activités de formation :

1° durent au moins une heure;

2° s'adressent à au moins dix hobbyistes.

En cas de nombre insuffisant d'hobbyistes, le Ministre peut, sur demande dûment motivée introduite par la fédération ou l'association d'hobbyistes, déroger aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 3. En exécution de l'article 3, § 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon, l'Administration agréée les formateurs sur base des listes transmises par les fédérations, sur base des documents suivants :

1° détention d'un titre ou d'un certificat reconnu par les autorités compétentes en matière horticole ou du petit élevage ou;

2° preuve d'une expérience d'au moins deux ans dans le secteur de l'horticulture ou du petit élevage.

Art. 4. La demande de subventions visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon, est introduite tous les deux ans pour le 31 octobre, à compter de la première demande.

L'Administration accuse réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans les quinze jours de sa réception.

L'accusé de réception visé à l'alinéa 2 indique :

1° la date de la réception de la demande;

2° la recevabilité ou non de la demande;

3° le délai dans lequel la décision du Ministre intervient, en ce compris en cas de recours.

Lorsque le dossier de demande visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon est incomplet, l'Administration invite la fédération, par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code, à compléter son dossier dans les quinze jours de la réception de cette invitation par la fédération. Le délai de quinze jours peut être prolongé sur demande motivée de la fédération.

Passé le délai visé à l'alinéa 4, si le dossier reste incomplet, l'Administration déclare la demande irrecevable et en avise la fédération par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code, dans les quinze jours de la décision.

Les alinéas 1^{er} à 4 s'appliquent aussi à l'association d'hobbyistes qui n'est pas membre d'une fédération. Dans ce cas le dossier de demande visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon comporte :

1° la preuve que l'association d'hobbyistes ne poursuit aucun but lucratif et que la subvention octroyée ne donne pas lieu à des bénéfices;

2° la preuve que l'association d'hobbyistes a son siège d'activité principale situé sur le territoire de la Région wallonne;

3° la preuve que l'association d'hobbyistes organise des formations;

4° le programme des formations de l'association d'hobbyistes.

Art. 5. En exécution de l'article 6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon, le type de formations admissibles aux subventions sont :

1° pour le secteur horticole :

a) l'horticulture maraîchère (ou maraîchage);

b) l'arboriculture fruitière;

c) l'horticulture ornementale;

d) la floriculture;

e) la pépinière;

f) la serriculture;

g) le paysagisme;

h) myciculture;

i) la technique horticole : les méthodes, les procédés et la gestion des outils techniques et législatifs employés autour de la production horticole;

2° pour le secteur du petit élevage :

a) les grandes volailles;

b) les volailles naines;

c) les pigeons;

d) les cobayes;

e) les lapins;

f) les oiseaux de parcs et aquatiques.

Sont exclus les secteurs suivants : apiculture, pisciculture, phytothérapie et aromathérapie, œnologie, brasserie, art floral, transformation culinaire, cuisine, mycologie, éducation à l'environnement et tout domaine non visé par l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Art. 6. En exécution de l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon, le montant de la subvention couvrant les frais de formation est fixé à 62,50 euros par heure et est réparti comme suit :

1° maximum 43 euros par heure couvrant la rémunération du formateur;

2° le solde couvrant les frais de fonctionnement et d'organisation de l'activité.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est plafonné à 125 euros par formation.

Le montant total de la subvention visée à l'article 4, alinéa 2, 1°, du même arrêté, et couvrant des frais de formation, est de maximum 1.500 euros par association d'hobbyistes, pour un nombre maximum de 12 formations.

Art. 7. § 1^{er}. En exécution de l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon, une avance peut être accordée à la fédération qui en fait la demande, et dont la demande de subvention a été acceptée par une décision du Ministre.

La fédération sollicite cette avance en introduisant auprès de l'Administration une déclaration de créance dont le modèle est mis à disposition sur le Portail wallon de l'agriculture en joignant les pièces justificatives requises dont la liste est publiée sur le même Portail.

L'octroi d'une avance ne fait pas naître de droit à la subvention dans le chef de la fédération.

§ 2. L'avance est liquidée comme suit :

1° septante-cinq pourcent de la subvention est liquidée dès la notification de l'acceptation de la demande d'avance à la fédération;

2° le solde de vingt-cinq pourcent de la subvention est liquidé après approbation de la déclaration de créance.

La fédération ou l'association d'hobbyistes rembourse sans délai tout ou partie de l'avance perçue si, dans le délai précité et selon le cas, l'activité de formation est annulée.

Art. 8. En exécution des articles 11 et 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon, les subventions visées à l'article 4 du même arrêté sont acquises après réception des pièces justificatives transmises par la fédération ou l'association d'hobbyistes et validées par l'Administration au regard des dépenses admissibles. Lorsque le dossier est incomplet ou afin de lui permettre d'assurer le bon accomplissement de ses missions, l'Administration peut réclamer à la fédération ou l'association d'hobbyistes tout document ou toute pièce justificative qu'elle estime nécessaire.

La fédération ou l'association d'hobbyistes :

1° tient une comptabilité des dépenses relatives aux frais de formation et de fonctionnement admissibles à la subvention;

2° présente pour contrôle les pièces justificatives à toute personne mandatée par la Région wallonne à cet effet, ainsi qu'à la Cour des Comptes.

Art. 9. Par dérogation à l'article 4, alinéa 1^{er}, pour l'année 2019, les fédérations organisant des formations en cours, introduisent leur demande de subventions à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 31 mars 2019.

Art. 10. L'arrêté ministériel du 2 février 2017 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 janvier 2019.

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201390]

31 JANUARI 2019. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.11, D.13, D.14, D.103, D109 tot D.110, D.113 en D. 114;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid, gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 december 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019 houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 februari 2017 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 december 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op het rapport van 21 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 17 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. De opleidingsactiviteiten, overeenkomstig artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee, hierna "het besluit van de Waalse Regering" genoemd;

1° hebben een duur van minstens één uur;

2° zijn gericht op minstens tien hobbyisten.

In geval van onvoldoende deelnemers, kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van de hobbyistenfederatie of -vereniging, afwijken van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 3, § 5, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering, worden de opleiders door de Administratie erkend op grond van de lijsten overgemaakt door de federaties, op basis van de volgende documenten:

1° het bezit van een titel of getuigschrift erkend door de bevoegde overheden inzake tuinbouw of kleine veehouderij of;

2° het bewijs van een ervaring van minstens twee jaar in de sector tuinbouw of kleine veehouderij.

Art. 4. De aanvraag om toelagen bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering, wordt ingediend om de twee jaar vóór 31 oktober, te rekenen van de eerste aanvraag.

De administratie bericht ontvangst van de aanvraag bedoeld in het eerste lid binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Het bericht van ontvangst bedoeld in het tweede lid vermeldt :

1° de ontvangstdatum van de aanvraag;

2° de al dan niet ontvankelijkheid van de aanvraag;

3° de termijn waarin de beslissing van de Minister wordt genomen, beroep inbegrepen.

Indien het aanvraagdossier bedoeld in artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering onvolledig is, nodigt de Administratie de federatie uit om, door elk middel dat een vaste datum verleent aan de verzending overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, haar dossier aan te vullen binnen de vijftien dagen na ontvangst van deze uitnodiging door de federatie. De termijn van vijftien dagen kan worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de federatie.

Na het verstrijken van de in het vierde lid bedoelde termijn en als het dossier steeds onvolledig is, wordt het dossier onontvankelijk verklaard door de Administratie die de federatie daarvan bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, op de hoogte brengt binnen vijftien dagen na de beslissing.

De leden 1 tot 4 zijn ook van toepassing op de hobbyistenvereniging die geen lid is van een federatie. In dit geval bevat het aanvraagdossier bedoeld in artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering, wat volgt :

1° het bewijs dat de hobbyistenvereniging geen winstoogmerk heeft en dat de toegekende toelage geen aanleiding geeft tot winsten;

2° het bewijs dat de hobbyistenvereniging een exploitatiezetel heeft, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;

3° het bewijs dat de hobbyistenvereniging opleidingen organiseert;

4° het programma van de opleidingen van de hobbyistenvereniging.

Art. 5. In uitvoering van artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering, komen de volgende soorten opleidingen in aanmerking voor de toelagen :

1° voor de tuinbouwsector:

groenteteelt;

b) fruitboomteelt;

c) sierteelt;

d) bloemeteelt;

e) kweker;

f) tuinbouwsector;

g) landschapsarchitectuur;

h) paddestoelenkweker;

technische tuinbouw: de methodes, processen en het beheer van de technische en wettelijke instrumenten die voor tuinbouwproductie worden gebruikt;

2° voor de sector kleinvee:

groothoenders;

b) dwerghoenders;

c) duiven;

d) cavia's;

e) konijnen;

f) park- en watervogels.

De volgende sectoren worden uitgesloten: bijenteelt, visteelt, fytotherapie en aromatherapie, œnologie, brouwerij, bloemenkunst, culinaire verwerking, koken, mycologie, milieupvoeding en elk gebied dat niet bedoeld is bij het eerste lid, 1° en 2°.

Art. 6. In uitvoering van artikel 9, § 2, van het besluit van de Waalse Regering, wordt het bedrag van de toelage dat de opleidingskosten dekt, op 62,50 euro per uur vastgesteld en wordt verdeeld als volgt :

1° maximim 43 euro per uur ter dekking van de bezoldiging van de opleider;

2° het saldo ter dekking van de werkings- en organisatiekosten van de activiteit.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt beperkt tot 125 euro per opleiding.

Het totaal bedrag van de toelage bedoeld in artikel 4, tweede lid, 1^o, van hetzelfde besluit, dat de opleidingskosten dekt, bedraagt hoogstens 1.500 euro per hobbyistenvereniging, voor maximum 12 opleidingen.

Art. 7. § 1. In uitvoering van artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering, kan een voorschot worden toegekend aan de federatie die erom verzoekt, en waarvan de aanvraag om toelage bij een beslissing van de Minister is aanvaard.

De federatie verzoekt om dit voorschot door een schuldvorderingsverklaring in te dienen bij de Administratie waarvan het model op het Waalse Landbouwportaal ter beschikking wordt gesteld door de vereiste bewijsstukken te voegen waarvan de lijst op hetzelfde Portaal wordt bekendgemaakt.

De toekenning van een voorschot kan geen recht op de toelage uit hoofde van de federatie doen ontstaan.

§ 2. De voorschot wordt uitbetaald als volgt :

1^o vijfenzeventig procent van de toelage wordt uitbetaald zodra de federatie in kennis is gesteld van de aanvaarding van de aanvraag om voorschot;

2^o het saldo van vijftwintig procent van de toelage wordt uitbetaald na goedkeuring van de schuldvorderingsverklaring.

De hobbyistenfederatie of -vereniging betaalt onmiddellijk het geheel of een gedeelte van het ontvangen voorschot terug indien de opleidingsactiviteit binnen de bovenvermelde termijn en volgens het geval geannuleerd wordt.

Art. 8. In uitvoering van de artikelen 11 en 14 van het besluit van de Waalse Regering, worden de toelage bedoeld in artikel 4 van hetzelfde besluit verworven na ontvangst van de bewijsstukken overgemaakt door de hobbyistenfederatie of -vereniging en bekrachtigd door de Administratie ten belope van de in aanmerking komende uitgaven. Wanneer het dossier onvolledig is of om haar toe te laten om haar opdrachten goed te vervullen, kan de Administratie van de hobbyistenfederatie of -vereniging elk document of bewijsstuk opeisen die zij nodig acht.

De hobbyistenfederatie of -vereniging :

1^o houdt een boekhouding van de uitgaven betreffende de opleidings- en werkingskosten die in aanmerking komen voor de toelage;

2^o legt voor de controle van haar opdracht, de bewijsstukken voor, aan elke persoon die daartoe door het Waals Gewest gemachtigd is, alsook aan het Rekenhof.

Art. 9. In afwijking van artikel 4, eerste lid, voor het jaar 2019, dienen de federaties, die lopende opleidingen organiseren, hun aanvraag om toelagen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit tot 31 maart 2019.

Art. 10. Het ministerieel besluit van 2 februari 2017 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.
Namen, 31 januari 2019.

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30194]

14 MARS 2019. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/30194]

14 MAART 2019. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de toepassingsregels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbij-slagfondsen

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de toepassingsregels betreffende de bevoegdheids-overdracht tussen de kinderbij-slagfondsen.